



Guerre en Ukraine :

l'Otan fait partie du problème, pas de la solution !

Rien ne peut justifier l'agression actuelle de l'Ukraine par la Russie, par voies terrestre, aérienne et maritime : une action menée en totale violation du Droit international et du Droit humanitaire. Cela étant affirmé, un préalable à la résolution du conflit nécessite de prendre conscience du processus qui a conduit à cette situation épouvantable.

Pour cela, il faut remonter au moins à l'époque de la dissolution de l'Union soviétique (décembre 1991), précédée de l'effondrement du mur de Berlin (novembre 1989) et ayant entraîné la réunification ultérieure de l'Allemagne (octobre 1990) ainsi que la dissolution du Pacte de Varsovie (juillet 1991).

Cette séquence rapide et historique d'événements aurait été l'occasion idéale de dissoudre également l'Otan et d'ouvrir un régime de relations pacifiques et de coopération fructueuse entre l'Est et l'Ouest.

Cependant, comme le confirment des documents déclassifiés en 2017 (site National Security Archive), des dirigeants occidentaux (Bush père, Kohl, Mitterrand, Thatcher et Wörner, secrétaire général de l'Otan) ont promis, en 1990, à Gorbatchev que l'Otan ne s'étendrait pas à l'est de l'Allemagne réunifiée, « *même pas d'un pouce* » comme l'a précisé le secrétaire d'État Baker. En outre, en 1993, Clinton a promis à Eltsine un « Partenariat pour la paix » à la place de l'élargissement de l'Otan.

On sait ce qui a suivi : entre 2004 et 2020, l'Otan est passée de 16 à 30 pays membres, déployant divers armements en Pologne, en Roumanie et dans les pays baltes, aux frontières avec la Russie. En outre, lors du sommet de 2008 à Bucarest, les Alliés avaient déclaré que la Géorgie et l'Ukraine rejoindraient l'Otan à l'avenir.

Comment cela a-t-il été perçu « **de l'autre côté** » ? La dissolution de l'Union soviétique a été vécue comme **un traumatisme majeur, une lourde humiliation et une véritable provocation** par l'élite dirigeante de la Russie et par Vladimir Poutine. De plus, l'extension progressive de l'Otan a été considérée comme une **trahison** des promesses faites par les dirigeants occidentaux dans les années 1990.

En tout cas, au-delà de ces promesses, cette extension de l'Otan jusqu'aux frontières avec la Russie est tout simplement **une violation du bon sens**. Pour comprendre cela, il suffirait de se demander : comment réagiraient les États-Unis si la Russie faisait, par des accords appropriés, quelque chose de similaire et symétrique en installant le même type d'armements au Mexique, le long de la frontière avec les USA ?

À cela se rajoute la personnalité de **Vladimir Poutine**, tel qu'il s'est révélé pendant ses vingt ans de « règne », c'est-à-dire **un autocrate**, fortement ancré dans l'histoire de la Russie depuis ses débuts (qui a émergé au Moyen Âge sur le territoire de l'actuelle Ukraine) et avec les développements de la « Grande Russie des Tsars », qu'il voudrait recréer dans une version moderne. Sans oublier, **sa grande violence** envers ses opposants internes, et aussi à l'extérieur, comme, par exemple, dans les guerres en Tchétchénie et en Syrie.

En conclusion, que faire ? Essayer de **réaliser maintenant**, dans des conditions beaucoup plus difficiles, **ce qui n'a pas été fait dans les années 1990**, c'est-à-dire ouvrir un dialogue avec la Russie sur les « problèmes de frontière » en commençant par le statut des populations russo-phones dans les pays de l'Est, notamment en Ukraine et dans les pays baltes. Il s'agit donc d'ouvrir des négociations en tenant compte du point de vue de l'autre.

La « **culture de l'ennemi** », si présente dans le monde occidental, et en particulier dans le complexe États-Unis/Otan, pourrait alors céder la place à **un esprit de dialogue multilatéral et de coopération**, également en vue de pouvoir combattre **les véritables ennemis**, qui sont **communs à toutes les nations** et qui s'appellent le réchauffement climatique, la dégradation de l'environnement, la misère dans le monde, la menace nucléaire, etc.

Il deviendrait alors clair que **l'Otan n'a plus aucune raison d'exister et que le désarmement nucléaire s'impose**, avec l'adhésion généralisée au **Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)** en Europe et dans le monde.

Luigi Mosca

Merci Dominique

Dominique Lalanne est décédé brutalement le 23 janvier 2022.

Durant une cinquantaine d'années il s'est engagé contre le nucléaire civil puis militaire. Une action qu'il a menée de manière collective, toujours avec une grande modestie en même temps qu'une énergie à toute épreuve, une force de conviction inébranlable en faveur de l'élimination des armes nucléaires, utilisant de grandes capacités que ce soit au travers des spectacles de marionnettes que de l'animation des réunions ; de tout le travail de secrétariat ou de comptabilité réalisé pour le compte des associations avec l'aide et le soutien de Frédérique, sa femme ; les interventions aux quatre coins de France avec cette capacité d'entraînement, de conviction, de rendre évidents des sujets complexes ; l'organisation des commémorations des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki entre le 6 et le 9 août de Taverny à Paris, puis Dijon et le prochain à Bordeaux dont nous avons commencé ensemble la préparation.

Merci Dominique. Tu restes présent à jamais au cœur de notre engagement pour libérer le monde de ses armes nucléaires.

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://abolitiondesarmesnucleaires.org/2022/01/24/deces-de-notre-vice-president-historique/>

Guerre en Ukraine (suite)

Le double risque nucléaire

Quelques jours après le déclenchement de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, Abolition des armes nucléaires diffusait conjointement avec le Réseau Sortir du nucléaire, ICAN France et l'Observatoire des armements un communiqué de presse pour alerter sur le double risque nucléaire que représente ce conflit¹.

D'une part la menace de frappe nucléaire exercée par Vladimir Poutine à l'encontre de ceux qui voudraient entraver son ambition. Ce qui entraînerait une guerre nucléaire dont nul ne sait l'issue. D'ailleurs à la suite de l'annonce par le président russe du renforcement du niveau d'alerte de son arsenal nucléaire, la France notamment a également augmenté sa présence nucléaire puisque deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sont en patrouille quelque part dans les océans, au lieu d'un seul habituellement. Cela n'était encore jamais arrivé !

D'autre part, c'est la première fois qu'un conflit de cette ampleur se déroule dans un pays autant nucléarisé — quinze réacteurs — ou chaque centrale, installation nucléaire et stocks de déchets afférents, représente une cible et des menaces pour la population et l'environnement. Car la sûreté des installations nucléaires est complètement fragilisée : les enceintes de confinement ne sont pas conçues pour résister à des tirs de missiles ; les capacités de refroidissement peuvent être entravées ; la chaîne logistique désorganisée, compliquant l'arrivée, par exemple, de pièces de rechange indispensable ; les combats qui se déroulent à proximité peuvent entraîner des destructions mettant en cause la sûreté ; la surveillance des stocks de matières radioactives ; sans oublier la désorganisation du personnel que cela entraîne au niveau de la relève, des conditions de travail sous la présence des militaires ennemis, etc.

Cette guerre souligne une nouvelle fois, si besoin était, l'échec de la prétendue « dissuasion » nucléaire. Loin d'assurer la paix, la présence de l'arme nucléaire ne fait qu'exacerber l'ampleur des conflits et renforcer considérablement les risques pour les populations prises en otage.

Patrice Bouveret

1. Disponible sur : <http://www.obsarm.org/spip.php?article377>

PARTICIPEZ AUX VIGIES...

devant le ministère des Armées, Paris

Prochaines dates : **vendredi 6 mai**
et **vendredi 3 juin** :

- de 8h à 9h, rendez-vous sortie 2, métro ligne 8 station Balard, angle bd Victor ;
- de 12 h à 13 h, rendez-vous à la station Balard du tram.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

denis.stienne@orange.fr

ou **06 89 77 11 89**

Vous pouvez participer en jeûnant.

Signalez-le nous pour que nous puissions vous inscrire dans la liste des soutiens aux vigies :

marie-claude.thibaud@wanadoo.fr

ou **06 71 60 05 46**

.....

Région parisienne

Vigies auprès des universités

Pour connaître les jours et les lieux de rendez-vous, contacter Thierry :

de préférence par sms : 06 87 30 31 69

ou thierry.duvernon1963@hotmail.fr

.....

Dijon-Valduc

Le collectif Bourgogne Franche-Comté organise régulièrement des vigies dans différents lieux de Dijon ou à proximité du centre CEA de Valduc. Pour y participer, prendre contact avec :

etienne.godinot@wanadoo.fr

ou **06 13 05 01 39**

Bordeaux

Du 5 au 9 août 2022

Après Taverny, Paris et Dijon, les actions de commémoration du bombardement de Hiroshima et de Nagasaki et d'interpellation pour l'élimination des armes nucléaires, se dérouleront à Bordeaux cette année. Nous vous y attendons.

POUR S'INSCRIRE ET EN SAVOIR PLUS :

6au9aout@riseup.net

Abolition est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : <abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr> ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334

Directrice de publication : Catherine Pavlovsky • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • avril 2022